

ANNULATION DE DÉCLARATION PRÉALABLE
DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE
2023-02

COMMUNE DE
SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande d'annulation reçue le 09/01/2023		N° DP 49299 22 C0038
Par :	La SASU ISWT 2.0	Surface de plancher créée : 0 m ²
Demeurant :	42 rue de Clichy 75009 PARIS	Surface taxable créée : 0 m ²
Représentant :	Monsieur Jean ROSADO	
Pour :	Pose de panneaux photovoltaïques	
Sur un terrain sis :	10 rue du Lac 49280 SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET	

Le Maire de SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET,

Vu la demande de déclaration préalable susvisée,
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants et R.421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé (zone 1Aub),
Vu votre demande de retrait du dossier réceptionnée le 09/01/2023,

ARRÊTE

ARTICLE UNIQUE - La déclaration préalable accordée le 03/11/2022 et visée dans les cadres ci-dessus est **ANNULÉE**.

SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET, le 10 janvier 2023

Le Maire

Jean-Paul OLIVARES

Avis de dépôt affiché le : 25/10/2022

Certifié exécutoire compte tenu de l'envoi
dématérialisé à la Préfecture le
et de l'accusé de réception dématérialisé
reçu le
Le Maire, Jean-Paul OLIVARES



Arrêté affiché le : 11/01/2023

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les juridictions administratives peuvent être saisies de manière dématérialisée sur "www.telerecours.fr"